

*Les crédits*

Je tiens à dire aussi quelques mots au sujet des subventions à l'exportation. Comme je viens d'une région productrice de céréales dans le sud-ouest et le centre-sud de la Saskatchewan—je pense d'ailleurs que ma circonscription est celle qui a la plus grande production de céréales, plus précisément de blé, qui sont destinées à l'exportation et c'est certainement du blé de très grande qualité—je peux affirmer qu'il ne fait aucun doute que les exportations de céréales sont le moteur de l'économie de ma région et peut-être même de toute la Saskatchewan. Notre gouvernement fédéral l'a reconnu, ainsi que plusieurs gouvernements provinciaux successifs en Saskatchewan. Le fait est que l'agriculture est fondamentale et prioritaire. Ce gouvernement a agi en conséquence.

Au cours des dernières années, nous avons subi une malheureuse baisse du prix international des céréales à la suite des guerres de subventions à l'exportation aux conséquences désastreuses que se sont livrées les superpuissances, soit le Marché commun européen et les États-Unis. Le prix mondial du blé a chuté au point où il n'était plus que de l'ordre de 2 \$, entraînant l'effet que l'on sait pour nos localités agricoles, en Saskatchewan et dans tout le Canada.

Depuis la sécheresse de 1985, ce gouvernement a soutenu l'agriculture dans les Prairies grâce à un train de mesures. Il y a eu le Programme spécial pour les grains I et II, des modifications au Programme de stabilisation du revenu des producteurs de grain de l'Ouest, l'assurance-récoltes, le Programme canadien d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse, les programmes F-Sam I et II et, bien sûr, l'établissement de mesures à long terme, c'est-à-dire le CSRN et le régime universel. Toutes ces mesures ont été conçues par le milieu agricole pour donner plus d'assurance et de stabilité aux producteurs, leur permettant ainsi de prévoir leur revenu d'une année à l'autre. Ces programmes sont progressivement mis en oeuvre. Je pense qu'à long terme, ils assureront un certain degré de stabilité bien nécessaire dans ce secteur.

Le problème, c'est que nous ayons dû recourir à divers programmes spéciaux au cours des dernières années. Le milieu agricole n'apprécie pas ces programmes. Les agriculteurs n'aiment pas ces programmes, le gouvernement ne les aime pas et les contribuables de partout au Canada ne doivent pas les aimer non plus.

Le hic, c'est que c'est très difficile d'affronter les États-Unis et la Communauté européenne, quand il

s'agit d'assurer de l'aide aux agriculteurs, parce que nous sommes aux prises avec une arme à deux tranchants. D'une part, nous dépendons des marchés d'exportation: 84 p. 100 de notre blé est destiné à l'exportation. D'autre part, notre population est restreinte. Nous comptons 27 millions d'habitants chez nous, contre quelque 330 millions en Europe et 250 millions aux États-Unis. Nos agriculteurs comptent énormément sur l'exportation, alors même que la population de notre pays est beaucoup trop modeste pour assurer le financement des programmes.

La situation est telle que les contribuables canadiens jugent exorbitants les coûts de ces programmes, alors même que ceux-ci n'assurent pas aux producteurs toute l'aide financière que, selon moi, tous les députés voudraient bien leur accorder.

Qu'est-ce qui est à l'origine de cette situation? La réponse est évidente. D'autres gouvernements dans le monde interviennent dans le domaine de l'agriculture. Si nous pouvions chasser ces grandes puissances du secteur agricole et éliminer leurs subventions qui nous font tant de tort, je suis persuadé que nos producteurs pourraient être tout à fait compétitifs. Il ne fait aucun doute que nos producteurs peuvent cultiver les céréales à meilleur marché et plus efficacement que n'importe où ailleurs dans le monde, exception faite de certaines régions des États-Unis.

Notre objectif devrait assurément consister à essayer d'éliminer, à l'échelle internationale, toutes ces subventions injustifiées. À mon sens, les propositions Dunkel sont très prometteuses à cet égard. Cela pourrait bien marquer la fin du règne des vaches maigres pour notre pays.

L'Uruguay Round dure depuis plus de cinq ans. Quelque 108 pays y ont participé. Ils veulent tous la même chose. Chaque participant aux négociations du GATT tient à avoir les coudées franches dans les domaines où il est compétitif et veut des contrôles plus sévères dans les domaines où il est ou se sent plus vulnérable face à la concurrence.

C'est le cas du Canada et de 107 autres pays. C'est pourquoi, monsieur le Président, j'imagine que tous ceux qui prennent part à ce processus de négociation doivent se rendre à l'évidence qu'il est impossible de tout obtenir et qu'il faut faire des compromis. Le Canada ne pourra